

■ MARS 2018

■ INJEPR-2018/02

Radicalisations et jeunesses

Synthèse de la revue de littérature

ISABELLE LACROIX

■ **Chercheuse postdoctorante en sociologie au laboratoire Printemps, université Versailles-Saint-Quentin/Paris Saclay**

■ **Commanditaire : Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)**



INTRODUCTION

Cette revue de littérature porte sur les engagements juvéniles dans la violence politique à travers le prisme de la notion de « radicalisation ». Depuis les attentats du 11 septembre 2001 et ceux plus récents survenus en Europe au cours de la dernière décennie, la notion de « radicalisation » s'est imposée dans les discours médiatiques et politiques, dans une acception le plus souvent religieuse. Le sentiment de nouveauté de la radicalisation est prégnant. Pour autant, si on regarde ce phénomène dans le temps long, les travaux d'historiens (Audigier, Girard, 2011) montrent, à différentes périodes, la présence en France de groupes radicaux qui utilisent la violence. De même, l'affirmation de nombreux auteurs d'une nouveauté de la radicalisation des adolescents et des jeunes adultes doit être relativisée.

Dans le champ scientifique, la jeunesse de cette radicalisation est peu étudiée comme objet principal au profit d'une analyse plus générale sur la radicalisation en tant que telle. C'est donc tout l'intérêt de cette revue de littérature que d'inviter à croiser ces champs. Dans la lignée des travaux qui ont décloisonné sociologie de la violence et sociologie de l'action collective (Della Porta, 1995 ; Crettiez, Mucchielli, 2010 ; Sommier, 2012) extrayant ce phénomène de l'extra-ordinarité et de la pathologisation, il s'agit alors de penser, dans le cadre de ce travail de recension des travaux sur la radicalisation des jeunes, le mariage fécond des sociologies de la jeunesse et de la radicalisation pour penser le phénomène des diverses formes de radicalisation dans lesquelles des jeunes sont impliqués.

La question de la radicalisation de jeunes n'est pas problématisée spécifiquement dans la sociologie de la jeunesse, par peur d'essentialiser cette période de vie comme radicale. Les champs disciplinaires qui abordent le plus directement cette question sont actuellement la psychologie et la psychanalyse alors même qu'ils accusaient jusque-là un retard certain dans l'investissement de la question de la radicalisation au regard des sciences sociales, en particulier de la science politique. Cela s'explique historiquement par un champ structuré beaucoup plus tôt autour de la psychologie de l'adolescence (à partir des années 1910) que la sociologie de la jeunesse (à partir des années 1950). Selon Gérard Mauger, la sociologie de la jeunesse a longtemps été considérée comme une « sous-discipline mineure » (1994, p. 271), en raison des difficultés à définir la jeunesse comme un groupe d'âge. Les travaux d'Anne Muxel (2011), d'Isabelle Sommier (2016) qui se questionnent sur le lien entre âges de la vie et diverses formes de politisation sont précurseurs d'analyses fécondes.

Au-delà des obstacles épistémologiques nombreux, les obstacles méthodologiques expliquent également la faiblesse numérique des travaux sur la radicalisation des jeunes. Comme des travaux ont pu le démontrer dans le cas de la violence politique (Bugnon, Lacroix, 2017), on peut noter trois types de difficultés méthodologiques : la quantification du phénomène, les sources mobilisées et l'accès au terrain.

Comment la radicalisation politique et/ou religieuse des jeunes a-t-elle été appréhendée historiquement et dans ses formes contemporaines ?

ÉLÉMENTS DE CONSTRUCTION DE CETTE REVUE DE LITTÉRATURE

Nous avons pris en compte tout d'abord les articles qui abordaient directement cette question de la radicalisation des jeunes de 2001 à 2017. La date de 2001 a été choisie au regard du premier attentat islamiste d'envergure dans les pays occidentaux (11 septembre). Mais compte tenu du peu de travaux qui appréhendent la question des jeunes comme objet principal, nous avons élargi le propos aux travaux qui parlent de la violence politique ou de la radicalisation ou d'actions de mouvements radicaux dont la composante jeune est majoritaire, sans que cela fasse toutefois l'objet d'une réflexion sur l'âge. Nous nous sommes cantonnés à la littérature scientifique francophone, provenant de France, de Belgique et du Québec, essentiellement. Des textes anglo-saxons considérés comme majeurs dans la littérature ont également été intégrés. Toutefois cette revue de littérature ne prétend pas à l'exhaustivité.

Nous avons fait le choix de la recentrer sur l'implication des jeunes Européens dans les mouvements radicaux et radicaux violents, en raison d'une interpellation forte des pouvoirs publics sur ces jeunes.

Nous avons également réalisé une recension pluridisciplinaire. De cette revue de littérature émerge l'idée que la radicalisation est un phénomène complexe qui ne peut pas être exploré à travers un seul facteur, d'où la nécessité de varier les points de vue disciplinaires. Elle s'appuie donc principalement sur l'histoire, la science politique, la sociologie, quelquefois les sciences de l'éducation mais en faisant aussi de brèves incursions dans des domaines comme la psychologie et la psychanalyse qui ont tenté des explications de ce phénomène.

Nous avons également fait le choix de ne pas nous cantonner à l'analyse de la radicalisation des jeunes entrés dans le djihadisme, mais de prendre en compte toutes les formes d'engagement radical au sein desquelles les jeunes sont présents : extrême droite, extrême gauche, islamisme, nationalisme, indépendantisme. Pour autant, si nous mobilisons, dans le cadre de cette revue de littérature, des travaux portant sur des mouvements radicaux de différents espaces militants, dans lesquels les jeunes sont numériquement importants, les travaux sur les jeunes impliqués dans le djihadisme sont majoritairement recensés car le concept de radicalisation est le plus employé pour ce type de mouvements.

Dans cette revue de littérature, nous dessinons tout d'abord les contours de cette radicalisation des jeunes à partir des différents travaux de recherche nationaux comme internationaux, en montrant leur focalisation sur la radicalisation des jeunes djihadistes, leur mise en avant d'une diversification des profils de jeunes radicalisés en termes de milieux sociaux, de genre et de catégorie d'âge, inscrivant ainsi ce phénomène dans une nouveauté illusoire. L'historiographie sur ce point nous rappelle combien ce phénomène s'inscrit dans le temps long et touche différents territoires idéologiques. La construction médiatique de cette jeunesse radicalisée fait également l'objet de notre analyse. Dans une seconde partie, nous recensons les débats autour du processus de radicalisation des jeunes. Nous montrons que la lecture de la radicalisation, en particulier violente, s'est complexifiée associant des lectures à la fois, structurelles, organisationnelles et individuelles. Les théories mobilisées sont néanmoins de plus en plus individualisantes, donnant ainsi une place plus grande aux lectures psychanalytiques et psychologiques que de plus en plus de sociologues intègrent dans leurs interprétations ou au contraire critiquent fortement en rappelant l'importance des facteurs plus structurels et relationnels. Néanmoins, les interprétations sur les différentes formes de radicalisation de la jeunesse sont encore à l'état de défrichage : un champ de recherche qui associe clairement sociologie de la jeunesse et sociologie de la violence reste à construire pour éclairer cette présence majoritaire des jeunes dans le phénomène de radicalisation.

MORPHOLOGIE DE CETTE JEUNESSE « RADICALISÉE »

De quelle radicalisation parle-t-on pour les jeunes ?

Dans cette partie, nous montrons qu'actuellement c'est de la radicalisation religieuse des jeunes qu'on parle principalement. Les politiques publiques de prévention de la radicalisation se sont essentiellement tournées vers ce type de radicalisation, alors que d'autres formes existent issues des mouvements d'extrême droite ou d'extrême gauche qui souhaitent se situer à la marge de l'État dans un rapport anti-système. La sécularisation de notre société joue également sur l'extrême attention portée aux jeunes djihadistes. Le fait que des jeunes se tournent vers l'un des courants religieux les plus totalisants interpelle. Cette surreprésentation dans les travaux scientifiques d'une jeunesse impliquée dans le djihadisme s'explique par la concentration des recherches sur l'une des formes de radicalisation : le terrorisme.

De quelles jeunes parle-t-on ? Profils des jeunes recensés dans les travaux scientifiques.

Si ce sont les jeunes bourgeois et étudiants qui ont concentré les regards dans les années 1970, ce sont les jeunes des milieux populaires, en particulier ceux vivant dans les banlieues, et ceux des classes moyennes engagés dans le djihadisme qui font l'objet aujourd'hui de toutes les attentions. Avant 2013, il s'agissait, selon Farhad Khosrokhavar, surtout de jeunes de banlieues-ghettos défavorisées, ayant développé une haine de la France. En rupture avec la société, ils ont connu un parcours délinquant. Depuis 2013, les jeunes des classes moyennes « forment, à côté des jeunes des cités, une partie importante des jihadistes en herbe qui se sont rués en Syrie pour se mettre au service de l'État islamique (Daech) ou d'autres groupes jihadistes comme le Front de la victoire (*Jihad al Nusra*) d'obédience Al Qaida » (Khosrokhavar 2015, p. 38).

La présence actuelle de femmes engagées dans la cause djihadiste questionne également les pouvoirs publics comme les chercheurs. Néanmoins, ce phénomène d'une adhésion des femmes à des causes qui utilisent les répertoires d'actions violentes est loin d'être nouveau.

Les médias et certains chercheurs parlent également de la radicalisation des adolescents comme d'un phénomène récent. Dans les années 1970, des jeunes qui n'étaient pas encore qualifiés d'adolescents à ce moment-là mais rassemblés sous la catégorie « jeune » s'engageaient dans les mouvements radicaux violents d'extrême gauche. Rappelons également l'existence des enfants et adolescents communards dans le Paris du XIX^e siècle, participant aux insurrections (André, 1995). Si on met l'accent aujourd'hui sur l'adolescence des jeunes engagés dans la cause djihadiste, c'est que les structures d'encadrement des mineurs ont pris au fil des années de plus en plus d'ampleur. Pour cette catégorie de jeunes, les lectures psychologiques et psychanalytiques de la radicalisation sont les plus prégnantes : la pensée extrême de Daesh offrirait une réponse au bouleversement identitaire qui jaillit à l'adolescence. Les sociologues de l'adolescence sont quasi-absents actuellement de l'analyse de la radicalisation au profit des psychologues et des psychanalystes qui se sont très vite, et de façon

conséquente, emparés de ce qu'ils appellent « le signifiant » de la radicalisation dans l'analyse des trajectoires d'adolescents.

Quelles figures de jeunes radicaux les médias construisent-ils ?

Alors qu'il y a eu, en 2016, tout un débat sur l'anonymisation visuelle et nominative des djihadistes dans les médias, il n'existe pas à notre connaissance à ce jour de travaux sur la construction médiatique des figures de jeunes radicalisés. Bien souvent, les chercheurs utilisent les médias comme matériau en tant que tel, notamment en reprenant fidèlement les trajectoires de jeunes décrites par les journalistes sans appréhender ce que ces derniers construisent comme représentations. Les travaux ne manquent pourtant pas sur la construction médiatique des jeunes de banlieues en France et en particulier depuis les émeutes de 2005 (Garcin-Marrou, 2007). Plusieurs auteurs ont étudié comment les médias ont traité les attentats de 2015 en France mais les jeunes ne font pas l'objet de leur analyse. La voie ouverte par les travaux de Fanny Bugnon (2015), qui analyse le traitement médiatique des femmes engagées dans Action directe et la Fraction armée rouge, est majeure. Cette auteure dessine des perspectives de recherche pour ceux qui souhaitent aborder la question spécifique des jeunes. Elle révèle que ces « femmes terroristes » ont été représentées tout d'abord par les médias sous la figure de l'amoureuse, à laquelle on nie une quelconque rationalité militante et dont on dépolitise ainsi l'engagement. Elles ne seraient vues que comme des « suiveuses », renvoyées en tant que femmes à une passivité naturelle. S'ajoutent à cela deux registres utilisés par les médias : l'érotisation et la pathologisation de ces femmes violentes.

De façon plus générale, Caroline Guibet-Lafaye a démontré, à travers l'analyse d'un grand corpus de presse française, que « la presse écrite nationale insiste sur "l'inexplicabilité" du phénomène terroriste, le politique souligne à l'envi ses causes psychologiques et procède à une subjectivation du phénomène terroriste, conduisant à son entière dépolitisation. » (2016a, p. 47). Nous verrons que ces discours politiques et médiatiques ne sont pas sans influence sur les travaux scientifiques s'intéressant aux causes et processus qui mènent les jeunes à des engagements radicaux violents.

LES FACTEURS DE RADICALISATION DES JEUNES

Une majorité des travaux actuels, en particulier sur le djihadisme, se sont concentrés sur cette question des logiques d'entrée dans la « radicalisation violente ». La notion de radicalisation invite à s'intéresser aux processus qui mènent ces jeunes vers ce type de causes et d'actions.

Un phénomène multiscalair qui fait l'objet d'intenses controverses entre chercheurs dans le cas du djihadisme

De multiples controverses ont lieu entre chercheurs pour expliquer cette séduction d'une jeunesse par le djihadisme. Cette question est un terrain miné tant les analyses semblent contenir implicitement des prises de position idéologiques. Plusieurs auteurs tels que Farhad Khosrokhavar (2016), Caroline Guibet-Lafaye (2016a, 2016b), Carine Guérandel et Éric Marlière (2016), Xavier Crettiez et Romain Sèze

(2017) ont tenté de retracer les différentes interprétations scientifiques en conflit dans l'espace public. Comme le constatent Xavier Crettiez et Romain Sèze et leur équipe, ces querelles vigoureuses entre différents acteurs « tiennent peut-être moins à des confrontations intellectuelles qu'à des logiques de pouvoir et de reconnaissance au sein du "tout petit monde" des islamologues » (Crettiez, Sèze, 2017, p. 98). Pour ces auteurs, il faut prendre en compte l'ensemble de ces lectures.

Les causes structurelles et idéologiques de la radicalisation

La représentation d'un conflit générationnel est beaucoup moins présente aujourd'hui comme tentative d'explication de la radicalisation des jeunes. Le rôle des facteurs économiques et de l'exclusion sociale dans les processus de radicalisation est mis en avant dans le cas des jeunes djihadistes. D'autres auteurs avancent plutôt des explications politiques en argumentant que les déterminants socio-économiques sont secondaires dans le processus d'engagement des jeunes. Ce type de lecture a surtout émergé chez les auteurs qui mettent en avant la pluralité des profils socio-économiques des jeunes djihadistes et notamment la montée des classes moyennes et de jeunes possédant un bon niveau d'études. D'autres auteurs évoquent l'influence des événements géopolitiques internationaux et notamment en France les séquelles post-coloniales comme variable explicative de cet engagement dans le djihadisme. Certains expliquent d'une autre manière le phénomène de radicalisation en axant notamment sur l'importance de l'idéologie comme moteur de l'engagement. Si des chercheurs soulignent le rôle de l'islam radical dans la fabrication d'une nouvelle utopie transnationale au regard de la disparition des utopies dans nos sociétés, considérant cela comme un facteur politique de radicalisation (Khosrokhavar, 2016 ; Roy, 2016), d'autres auteurs comme Gilles Kepel ont appréhendé l'idéologie religieuse en tant que telle, dans sa spécificité. Kepel réintroduit l'analyse de la matérialité des discours religieux qui structure l'engagement des jeunes européens dans le djihadisme (2015). Cette focale sur l'adhésion des jeunes à une idéologie radicale amène à s'intéresser non plus aux causes de l'appropriation de cette pensée mais aux processus d'appropriation de cette pensée. Cela nous conduit à réfléchir aux lieux et agents de socialisation de cette jeunesse radicale et aux différents moments de son cycle de vie. Des auteurs se sont penchés sur la diversité des espaces de socialisation qui participent à la radicalisation des jeunes. Selon Rik Coolsaet, « la radicalisation est [...] avant tout un processus de socialisation dans lequel la dynamique de groupe (amis, famille) est bien plus importante que l'idéologie. » (2015, p.12).

L'importance des lieux dans les modes de radicalisation et de recrutement des jeunes : lieux physiques et numériques

L'université et l'espace de la rue ont été des lieux phares de contestation radicale des jeunes des années 1960 à 1980, dans l'espace politique de gauche comme de droite. Aujourd'hui, il existe peu de travaux sur le rôle de l'espace scolaire dans la radicalisation des jeunes. En raison de la focalisation sur les trajectoires de jeunes djihadistes issus de milieux populaires, qui ont le plus souvent une expérience de déscolarisation et de délinquance, c'est davantage d'autres espaces de socialisation qui ont été mis en avant dans le cas de ces jeunes, tels que la prison, la mosquée et internet. Cependant,

une grande partie des chercheurs a montré que bien plus que les lieux, ce sont les liens avec les proches qui amènent les jeunes à se radicaliser.

Les agents de socialisation : le mythe de l'auto-radicalisation des jeunes

À l'instar de ce qui a pu être décrit pour les membres d'organisations violentes d'extrême gauche des années 1970-1980, le processus de radicalisation djihadiste des jeunes est en rupture avec leur famille. Néanmoins, dans le cas du djihadisme, il faut noter la faiblesse des travaux en sciences sociales sur les parents à la différence de ce qui se fait en psychologie et alors qu'il y a toute une tradition de travaux sur la socialisation familiale en sociologie politique. En revanche, dans d'autres terrains idéologiques, c'est la reproduction d'une idéologie familiale qui est soulignée, tels les jeunes skinheads décrits par Stéphane François dans *L'Aisne* (2017). Concernant les jeunes engagés dans l'extrémisme violent djihadiste, la fratrie a une influence beaucoup plus grande que les parents dans le processus de radicalisation. Au-delà de la socialisation familiale, de nombreux auteurs soulignent l'importance des réseaux amicaux et relationnels (Bonelli, [2011] 2017 ; Atran, 2016 ; Crettiez, 2016) dans le processus de radicalisation. L'absence ou la faiblesse d'analyses de certains espaces et entourages de socialisation à l'extrémisme violent chez les jeunes proviendrait d'une focalisation de plus en plus grande sur l'individu au détriment d'explications du contexte sociohistorique et de socialisation.

La montée des perspectives subjectives dans l'interprétation des phénomènes de radicalisation des jeunes

Cette montée d'une lecture plus individualisante du phénomène de la radicalisation s'explique, tout d'abord, selon une partie de la littérature recensée, par la complexité du phénomène djihadiste. Des auteurs ont souligné la difficulté de proposer des déterminants clairs notamment socio-démographiques de l'engagement violent. Tout en n'écartant pas les causes économiques, politiques et socio-anthropologiques du phénomène, Farhad Khosrokhavar constate que les formes de subjectivation dans la radicalisation n'ont pas, selon lui, été suffisamment prises en compte dans la sociologie classique traitant de l'extrémisme (2014). Le psychanalyste Fethi Benslama avance, de son côté, que le retard de cette grille interprétative s'expliquerait par le fait que le psychiatre Marc Sageman en 2004 avait constaté l'absence de troubles psychologiques chez les djihadistes ce qui aurait, selon lui, installé « une forme de négationnisme de la vie psychique dans les processus d'engagement extrémiste » (Benslama, 2016, p. 28).

Aujourd'hui, on assiste même à des écritures croisées entre sociologues et psychanalystes, preuve en est de cette importance donnée à la subjectivation des individus engagés dans des radicalismes violents. En revanche, d'autres auteurs ont entrepris de critiquer ces approches subjectivantes de la radicalisation, notamment pour leur fonction dépolitisante. Caroline Guibet-Lafaye constate que, en plaçant l'accent sur l'individu, ces discours, essentiellement mobilisés par les politiques, se détournent majoritairement des structures et des rapports de force, notamment géostratégiques (2016a).

L'apport de l'articulation d'une sociologie de la jeunesse à la sociologie de la radicalisation : une temporalité transitoire de la jeunesse propice à la disponibilité biographique dans les engagements radicaux

Dans ces différentes interprétations de la radicalisation des jeunes à la fois socio-économiques, politiques, religieuses, relationnelles et psychologiques, peu de chercheurs articulent les apports de la sociologie de l'adolescence et de la jeunesse dans l'interprétation du phénomène de la radicalisation. Un des rares chercheurs en sciences sociales à avoir abordé directement cette question est Benjamin Ducol, docteur en science politique de l'Université Laval à Québec et responsable actuellement de la recherche au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV) à Montréal. Utilisant les travaux de spécialistes de la jeunesse et des réseaux de sociabilité tels ceux de Claire Bidart, de Michel Grossetti ou de Valérie Becquet, il constate que la transition vers l'âge adulte est une temporalité charnière qui s'accompagne en particulier d'une transformation des champs d'activité et des univers de sociabilité rendant plus disponible à des univers de sociabilité au sein desquels l'engagement djihadiste est valorisé (Ducol, 2015).

CONCLUSION ET PISTES D'AVENIR

Au terme de cette revue de littérature, il nous semble majeur pour la compréhension de ce phénomène de s'appuyer sur la littérature concernant l'adolescence et plus globalement la jeunesse, en particulier celle qui étudie le poids du groupe de pairs, puisque l'on sait que la socialisation secondaire prend une place accrue par rapport à la socialisation familiale au cours de l'adolescence. Pour appréhender ce passage de jeunes vers des organisations violentes, il serait également judicieux de mobiliser les travaux qui portent spécifiquement sur l'allongement de la période de la « jeunesse » et sur la désynchronisation des seuils des transitions à la vie adulte (Galland, 2011) ainsi que les recherches qui étudient ces seuils auprès des jeunes en difficulté (Goyette *et al.*, 2011).

Toujours dans ce souci de décloisonner les perspectives sur la radicalisation des jeunes, il serait intéressant de réaliser plus de recherches en comparaisons internationales. Nous invitons également à comparer différents types d'engagement radical violent chez les jeunes pour ne pas se cantonner à l'analyse du djihadisme. Il serait également crucial pour l'avenir de la recherche portant sur la jeunesse séduite par la radicalisation violente que soient effectuées plus d'enquêtes empiriques et généralisables. Les travaux sur la radicalisation sont souvent de seconde main et les personnes interrogées sont numériquement assez faibles. Il faudrait tout d'abord développer des outils statistiques qui permettraient une cartographie réelle de cette jeunesse impliquée dans différents types de radicalisation mais également, comme le préconise Amel Boubekour, désenclaver ces recherches du *policy*, « c'est-à-dire visant à un diagnostic à l'adresse des pouvoirs publics du seul monde des *think tanks* » (2010, p. 40). Il s'agit également d'investir beaucoup plus l'analyse des trajectoires biographiques des jeunes radicalisés et de réaliser de façon plus conséquente des enquêtes ethnographiques sur l'engagement de jeunes Français dans différents territoires idéologiques radicaux violents.

Nous espérons que cette revue de littérature invitera les chercheurs à investir encore plus de pans de recherches à l'état de défrichage actuellement sur la question de la jeunesse impliquée dans la radicalisation violente et à croiser la sociologie de la jeunesse à celle de la radicalisation. Différentes recherches en cours depuis les attentats de 2015 portant directement sur cette question des jeunes dans la radicalisation, telle celle de Laurent Bonelli sur les mineurs suivis par la justice, pour des faits de terrorisme ou signalés pour « radicalisation », ou celle de Séraphin Alava et son équipe sur le rôle des médias sociaux dans la radicalisation des jeunes conduisant vers l'extrémisme violent (2017) ouvrent des perspectives prometteuses.

L'intégralité de la revue de littérature est consultable à l'adresse suivante :

www.injep.fr/boutique/injep-notes-rapports/radicalisations-et-jeunesses-revue-de-litterature/511.html

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Alava S., Frau-Meigs D., Ghayda H., avec la collaboration de Hussein H., Wei Y., 2017, *Youth and Violent Extremism on Social Media : Mapping the Research*, Rapport UNESCO. (<http://unesdoc.unesco.org/images/0026/002603/260382e.pdf>).

André T., 1995, « Les enfants perdus de la Commune », *Cultures et conflits*, n°18, p. 35-48, (<http://journals.openedition.org/conflits/449#quotation>).

Atran S., 2016, *L'État islamique est une révolution*, Éditions Les liens qui libèrent, Paris.

Audigier F., Girard P. (dir.), 2011, *Se battre pour ses idées. La violence militante en France des années 1920 aux années 1970*, Éditions Riveneuve, Paris.

Benslama F., 2016, *Un furieux désir de sacrifice. Le surmusulman*, Le Seuil, Paris.

Bonelli L., [2011] 2017, « Sur les sentiers escarpés de la lutte armée. », *Le Monde diplomatique*, n° 151, février-mars, p. 6-10.

Boubekour A., 2010, « La littérature sur les violences islamistes en Europe : des approches incertaines, un objet aux enjeux multiples », in Crettiez X., Mucchielli L. (dir.), *Les violences politiques en Europe. Un état des lieux*, La Découverte, Paris, p. 31-43.

Bugnon F., 2015, *Les "amazones de la terreur". Sur la violence politique des femmes, de la Fraction armée rouge à Action directe*, Payot, Paris.

Bugnon F., Lacroix I. (dir.), 2017, *Territoires de la violence politique en France. De la fin de la guerre d'Algérie à nos jours*, Éditions Riveneuve, Paris.

Coolsaet R., 2015, « Radicalisation, entre contexte et responsabilité individuelle », *L'Observatoire*, n° 86, p. 11-20.

Crettiez X., 2016, « Penser la radicalisation. Une sociologie processuelle des variables de l'engagement violent », *Revue française de science politique*, n° 5, vol. 66, p. 709-727.

Crettiez X., Mucchielli L. (dir.), 2010, *La violence politique en Europe. Un état des lieux*, La Découverte, Paris.

Crettiez X., Sèze R. (dir.), avec la collaboration de Ainine B. et Lindemann T., 2017, *Saisir les mécanismes de la radicalisation violente : pour une analyse processuelle et biographique des engagements violents*, Rapport du CESDIP et de l'INHESJ pour le ministère de la Justice, août (<https://inhesj.fr/evenements/tous-les-actualites/rapport-saisir-les-mecanismes-de-la-radicalisation-violente>).

Della Porta D., 1995, *Social Movements, Political Violence and the state. A comparative Analysis of Italy and Germany*, Cambridge University Press, Cambridge (Royaume-Uni).

Ducol B., 2015, *Devenir djihadiste à l'ère numérique. Une approche processuelle et situationnelle de l'engagement au regard du Web*, Thèse de doctorat en science politique, Université Laval, Québec (www.theses.ulaval.ca/2015/31398/31398.pdf).

François S., 2017, « La violence skinhead dans l'Aisne », in Bugnon F., Lacroix I. (dir.), *Territoires de la violence politique en France. De la fin de la guerre d'Algérie à nos jours*, Éditions Riveneuve, Paris, p. 159-176.

Galland O., 2011, *Sociologie de la jeunesse*, 5^e édition, Armand Colin, Paris.

Garcin-Marrou I., 2007, *De la violence et des médias*, L'Harmattan, Paris.

Goyette M., Pontbriand A., Bellot C., 2011, *Les transitions à la vie adulte des jeunes en difficulté : Concepts, figures et pratiques*, Presses de l'Université du Québec, Ste-Foy.

Guérandel C., Marlière E., 2016, « Les djihadistes à travers Le Monde. Pluralité des analyses et impensés », *Hommes et migrations*, n° 1315, p. 9-16.

Guibet Lafaye C., 2016a, « Interprétations politiques de la causalité terroriste », *Revue internationale de philosophie en ligne [Metabasis.it]*, « Frammenti 3 », n° 21, vol. 9, mai, p. 27-54 (www.metabasis.it/articoli/21/21_Guibet%20Lafaye.pdf).

Guibet Lafaye C., 2016b, « Approche critique des sociologies de la radicalisation », *Forum de la DAP « Radicalisation violente, engagement et désengagement »*, octobre, Paris (<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01381974/document>).

Kepel G., 2015, (avec la collab. d'A. Jardin), *Terreur dans l'Hexagone. Genèse du djihad français*, Gallimard, Paris.

Khosrokhavar F., 2014, *Radicalisation*, Maison des sciences de l'homme, Paris.

Khosrokhavar F., 2015, « Les trajectoires des jeunes jihadistes français », *Études*, n° 6, juin, p. 33-44.

Khosrokhavar F., 2016, « La sociologie de la radicalisation : entretien avec Farhad Khosrokhavar », *SENS. Ressources en sciences économiques et sociales* [en ligne], (<http://ses.ens-lyon.fr/articles/la-sociologie-de-la-radicalisation-entretien-avec-farhad-khosrokhavar-291659>).

Mauger G., 1994, *Les Jeunes en France. État des recherches*, La Documentation française, Paris.

Muxel A., 2011, *La politique au fil de l'âge*, Presses de Sciences Po, Paris.

Roy O., 2016, *Le djihad et la mort*, Le Seuil, Paris.

Sageman M., 2004, *Understanding Terror Networks*, University of Pennsylvania Press, Philadelphie (États-Unis).

Sommier I., 2012, « Engagement radical, désengagement et radicalisation. Continuum et lignes de fracture », *Lien social et Politiques*, n° 68, p. 15-35 (www.erudit.org/fr/revues/lsp/2012-n68-lsp0495/1014803ar/).

Sommier I., 2016, « L'engagement radical a-t-il un âge ? », in Marcelli D. (dir.), *Adolescents en quête de sens : parents et professionnels face aux engagements radicaux*, Érès, Toulouse, p. 61-78.